

Secrétaire (Gestion Fiscale) : Florence Leclercq - SIE La Rochelle Ouest - Tél / 05.46.27.58.04

Secrétaire adjoint (Gestion Publique) : Laurent Lespinasse - TG Logistique - Tél / 05.46.00.39.53

Trésorier (Gestion Publique) : Claudine Gautronneau - très Rochefort Municipale Tél : 06.37.01.35.17

Trésorière adjointe (Gestion Fiscale) : Marguerite Guillard - SIE Marennes - Tél / 05.46.85.83.58

Peu d'agents et peu d'argent !

Le CTPD budgétaire qui vient de se tenir nous confirme une fois de plus l'état de délabrement des moyens donnés aux agents de la DDFiP 17 pour exercer leur métier et remplir correctement leurs missions.

Aux 29 suppressions d'emplois annoncées au mois de janvier viennent s'ajouter une diminution de 9,66 % de la dotation globale de fonctionnement (12,14 % sur 2 ans). Comble de cynisme, la direction nous a informé en séance que la direction générale avait ajouté 0,64 % de restriction supplémentaire au titre de la « contribution nationale pour l'emploi » sur tous les niveaux d'attribution de crédits !

C'est donc la double peine pour les agents de la Charente-Maritime : - 29 emplois au titre de « l'exemplarité de réduction des déficits publics » et - 0,64 % pour améliorer les chiffres de ce même emploi avant les prochaines élections. On est loin du beau discours « moins de fonctionnaires avec plus de moyens et mieux payés ».

L'examen des documents budgétaires permet de constater que, si la section de fonctionnement a été conforté, l'investissement sera quasiment nul en 2011 faute de crédits supplémentaires. Ce qui est très inquiétant quand on voit l'état de certains sites qui auraient bien besoin de rafraîchissement ou d'acquisition de matériel.

L'informatique sera lourdement pénalisé, la dotation qui lui est réservée ne permettant pas le renouvellement normal des stations de travail et des moyens d'impression.

Le comble de l'ineptie est le budget des frais de poursuites qui explosent de 68 % du fait que l'on continue à « engraisser » les huissiers de justice privés, malgré la fusion de nos administrations respectives et alors qu'on nous supprime un huissier de la filière gestion publique dans le département. Faites ce que je dis mais ne faites pas ce que je fais.

Face à toutes ces incohérences, ces restrictions, Force Ouvrière a évidemment voté contre ce budget très insuffisant pour mener à bien nos missions et conserver notre réseau de service public.

Nous avons interpellé une nouvelle fois le directeur sur la situation entre l'OPHLM Habitat 17 et la trésorerie Municipale de La Rochelle lui demandant d'intervenir pour conserver nos emplois et notre mission. Une réunion prochaine est prévue entre les deux partenaires. A suivre ...

Comme nous l'avions déjà fait observé lors du CTPD emplois du 14 janvier dernier, un point de non retour avait déjà été atteint mais il trouve son paroxysme avec cette dotation budgétaire. Les emplois, les moyens matériels ne sont plus suffisants. Et ce sont évidemment les agents qui en paient le prix fort.